

### **Modèle de partage de l'information du CPSSP – Septembre 2019**

*Le partage de l'information a été préparé pour la réunion du CPSSP de septembre 2019.*

*Les informations contenues dans ce document ne peuvent être partagées sans l'approbation de l'administration membre (auteur).*

<b>ADMINISTRATION : Services aux Autochtones Canada</b>		<b>Personne-ressource</b>
<b>1. Réalisations :</b> Soulignez brièvement les principales réalisations en matière de prestation de services, les progrès réalisés et les étapes importantes franchies dans votre compétence au cours des derniers 6 à 12 mois.	<p><b>Législation ministérielle</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>Le 15 juillet 2019, une loi visant la dissolution d'Affaires autochtones et du Nord Canada et établissant officiellement les mandats de 2 nouveaux ministères, Services aux Autochtones Canada (SAC) et Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC), est entrée en vigueur.</li><li>Les réalisations en matière de prestation des services, les progrès et les jalons importants décrits ci-après reflètent la nouvelle structure de SAC et sont harmonisés avec le mandat du ministère de travailler en collaboration avec les partenaires pour améliorer l'accès aux services de grande qualité pour les Premières Nations, les Inuits et les Métis, et pour appuyer et habiliter les peuples autochtones à l'autonomie dans la prestation des services et à traiter les conditions socio-économiques dans leurs collectivités.</li></ul> <p><b>Certificat sécurisé de statut d'Indien</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>La mise en œuvre des solutions administratives et numériques en vue d'améliorer les services à la clientèle et promouvoir le Certificat sécurisé de statut d'Indien (CSSI). Ce montant comprend :<ul style="list-style-type: none"><li>Le lancement d'un processus simplifié de présentation de demandes qui supprime l'exigence du certificat de naissance; n'exige qu'une seule pièce d'identité, et élargit la liste des personnes qui peuvent servir de garants</li><li>Le lancement public d'une application photo mobile qui prend une photo passeport de qualité gratuitement</li><li>L'inclusion d'une zone lisible par machine (ZLM) en tant que caractéristique standard sur tous les CSSI afin de simplifier l'expérience de traverser la frontière.</li><li>Un protocole d'entente avec Service correctionnel Canada afin de faciliter l'émission du CSSI avant la libération de prison</li></ul></li></ul> <p><b>Infrastructure régionale</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>Des mises à jour à une carte interactive en ligne où figurent les investissements de l'infrastructure communautaire des Premières Nations afin d'offrir une transparence en ce qui concerne les résultats des investissements d'infrastructure sans précédent. La carte met en vedette environ 4 000 projets, fournissant des détails sur la description du projet, les populations qui en profitent, des photos, les dépenses des projets achevés, entre autres (<a href="http://www.canada.ca/infrastructure-on-reserve">www.canada.ca/infrastructure-on-reserve</a>). À la demande du Comité sénatorial permanent des finances nationales, la carte comprend actuellement les contributions du ministère aux projets terminés.</li></ul> <p><b>Gestion des urgences</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>Au cours de l'exercice 2019-2020, 13 059 résidents des Premières Nations ont été évacués, y compris 3 personnes évacuées à long terme (plus de deux mois). À la suite</li></ul>	

	<p>d'une prestation de services améliorée, 99 % de ces personnes évacuées sont retournées chez elles dans les 60 jours (et 100 % devraient être rapatriées d'ici la fin de 2019). À compter de janvier de cette année, 906 personnes évacuées à long terme (1 de l'exercice en cours et 905 des exercices précédents) ont été rapatriées. Le financement de la préparation aux urgences pour les partenaires des Premières Nations a été simplifié et augmenté, permettant aux collectivités de renforcer la résilience contre les catastrophes à un taux plus élevé.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>En Colombie-Britannique, SAC a conclu un protocole d'entente tripartite sur les Services de la gestion des urgences avec le Conseil des leaders des Premières Nations et la province. L'objectif est de s'assurer que les Premières Nations sont reconnues à titre de partenaires à part entière à la fois dans la gouvernance et les opérations de la gestion des urgences. SAC, la province, et le gouvernement de la nation Tshilhqot'in ont également un accord de collaboration sur la gestion des urgences à l'appui de la capacité dans leurs six collectivités membres, et le ministère travaille également à l'appui des approches adaptées à chaque Nation.</li> </ul> <p><b>Gouvernance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Services aux Autochtones Canada met actuellement en œuvre la formation sur le développement communautaire autochtone. Jusqu'ici, plus de 700 personnes de plusieurs ministères et organismes tels que le Service de police d'Ottawa y ont participé. Service aux Autochtones Canada a également fourni des séances de formation des formateurs pour les régions de la C.-B. et de la Saskatchewan, qui fournissent actuellement des formations propres à chaque région aux membres de leur personnel.</li> <li>SAC élabore actuellement 19 projets pilotes de planification communautaire avec 140 participants autochtones. Ces projets pilotes démontrent la valeur de la planification communautaire grâce à des mesures quantitatives et qualitatives, y compris un outil d'auto-évaluation qui permet aux Premières Nations de suivre leurs propres progrès conjointement à la continuité de la gouvernance en vue d'autodétermination.</li> </ul> <p><b>Services à l'enfance et à la famille</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le projet de loi C-92, la <i>Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis</i>, a reçu la sanction royale le 21 juin 2019. La Loi affirme les droits des Premières Nations, des Inuits et des Métis d'exercer une compétence sur les services à l'enfance et à la famille, contribue à la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) et établit des principes nationaux tels que l'intérêt supérieur de l'enfant, la continuité culturelle et l'égalité effective pour contribuer à orienter la prestation des services à l'enfance et à la famille en ce qui concerne les enfants autochtones. Ces principes doivent orienter les communautés autochtones, les provinces et les territoires en ce qui concerne la prestation des services à l'enfance et à la famille, aider à maintenir la cohésion des familles, et aider à réduire le nombre d'enfants autochtones pris en charge.</li> </ul> <p><b>Éducation et développement social</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>SAC a établi un nouveau cadre de politique pour la transformation de l'éducation des Premières Nations aux niveaux primaire et secondaire dans les réserves et améliorer les</li> </ul>	
--	--	--

	<p>résultats des élèves. À compter du 1<sup>er</sup> avril 2019, SAC met en œuvre une nouvelle approche de financement fondé sur une formule qui est plus directement comparable au financement dans les systèmes d'éducation au niveau provincial.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• SAC continue de travailler avec les Premières Nations au niveau régional à l'appui de l'élaboration et de la négociation d'accords transformatifs en matière d'éducation qui cadrent avec les besoins et les priorités des Premières Nations. Cela comprend la création de systèmes scolaires et d'autorités scolaires avec les Premières Nations intéressées. Chaque accord est négocié de façon indépendante et englobe des cadres de mesure du rendement dirigée par les Premières Nations qui nécessitent l'établissement de rapports publics, ainsi qu'un rapport au Canada sur les indicateurs de rendement énumérés dans l'accord.</li> <li>• À ce jour, les accords régionaux suivants en matière d'éducation transformative ont été négociés et élaborés avec succès : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Le système scolaire des Premières Nations du Manitoba, 2017 (Manitoba).</li> <li>○ L'accord-cadre tripartite de la Colombie-Britannique sur l'éducation, 2018 (Colombie-Britannique).</li> <li>○ La Maskwacis Education School Commission, 2018 (Alberta).</li> <li>○ L'Autorité scolaire du Conseil tribal de la Kee Tas Kee Now, 2019 (Alberta);</li> <li>○ La Première Nation Sunchild, 2019 (Alberta).</li> </ul> </li> <li>• SAC a élaboré conjointement avec l'Inuit Tapiriit Kanatami et le Conseil national des Métis une approche fondée sur les distinctions à l'aide financière aux étudiants pour la poursuite d'études postsecondaires qui s'étendent pour inclure tous les étudiants de la Nation métisse et tous les étudiants inuits, y compris le financement pour les étudiants et le soutien circonstanciel aux étudiants et la capacité organisationnelle.</li> </ul> <p><b>Santé des Premières Nations et des Inuits</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• En 2018-2019, le nombre de produits, de soutiens et de services approuvés pour les enfants et les jeunes des Premières Nations en vertu du <b>principe de Jordan</b> ont augmenté de 82,5 % par rapport à l'année précédente.<sup>1</sup> En outre, le Centre d'appels national du principe de Jordan, établi en 2018, a aidé les enfants des Premières Nations à accéder aux produits, aux services et aux soutiens dont ils ont besoin. Sur quelque 9 800 appels reçus, environ un tiers des appels ont donné lieu à des demandes de service. Les résultats d'un sondage sur la satisfaction des clients ont également contribué à l'évaluation de l'incidence du principe de Jordan. Enfin, le travail est en cours avec des partenaires concernant l'élaboration et la mise en œuvre d'une initiative inuite Les enfants d'abord. Pour le premier trimestre de l'exercice de 2019-2020, 95 produits et services ont été approuvés pour les enfants inuits.</li> <li>• Des <b>projets de démonstration de sages-femmes</b> au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta sont en cours; et un quatrième est en cours d'élaboration dans le Nord. Des projets de développement sont en cours dans la région de l'Atlantique, du Québec, de l'Ontario et du Nord.</li> </ul>	
--	---	--

<sup>1</sup> Les services peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter, les soutiens à l'éducation; les soins de relève; les programmes et services pour le développement de la santé des enfants; et les services du mieux-être mental.

- Des modifications ont été apportées à la **couverture des verres correcteurs** (lunettes et lentilles de contact) afin de faciliter pour les clients la compréhension de leur couverture et de leur offrir un plus grand choix en ce qui concerne le type de lunettes couvertes.
- Un **Comité consultatif pour le bien-être des femmes autochtones** a été établi pour contribuer à mettre en évidence des perspectives genrées dans les politiques, les programmes et les services de SAC. Le Comité parraine également la santé sexuelle et reproductive des femmes.
- Le financement pour la première année de la mise en œuvre du **Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones**, en partenariat avec Emploi et Développement social Canada, pour améliorer l'accès à une éducation à la petite enfance et à une garde d'enfants de haute qualité, et adaptées à la culture.
- De nouveaux investissements depuis 2015 ont permis d'ajouter cinquante-deux **équipes de santé mentale**, pour atteindre un total de soixante-trois équipes. Par conséquent, le nombre de communautés qui ont l'accès aux services d'une équipe de santé mentale financée par le gouvernement fédéral a augmenté de 86 (avant l'investissement en 2016) à 344.
- Les services de soutien en **santé mentale des femmes et des filles autochtones disparues** et assassinées ont été établis pour les survivantes touchées et les membres de leurs familles. Les services proposés doivent se poursuivre jusqu'au 30 juin 2020 et comprendre des soutiens culturels, émotionnels et ayant trait à la santé mentale.
- Un **processus de gestion des incidents de sécurité** est lancé dans deux régions (en Alberta et au Manitoba), et est en attente d'une mise en œuvre au Québec et en Ontario. Des liens avec l'Institut canadien pour la sécurité des patients (ICSP) ont été établis pour le contenu et le processus. La collaboration avec le centre de coordination des services infirmiers (CCSI) pour l'établissement de rapports et le recueil des données liées aux incidents est en cours.
- À la suite des activités et des investissements en matière de **santé en ligne**, 99 % des collectivités éloignées et isolées ont l'accès aux services de télésanté à compter de 2018-2019. En outre, neuf projets de technologie pour la présence à distance ont été mis en place en vue d'améliorer la sécurité des patients et l'accès aux services de santé numériques.
- Le nombre de collectivités où les services de **santé buccodentaire** sont disponibles a augmenté de 237 en 2016-2017 (62 % des collectivités) à 303 en 2018-2019 (79 % des collectivités).
- En Colombie-Britannique, la Régie de la santé des Premières Nations (RSPN), Santé Canada, et l'Agence de la santé publique du Canada et SAC ont collaboré à l'élaboration d'une **Déclaration d'engagement envers une sécurisation et une humilité culturelle dans les services et les organisations de la santé et du bien-être**. Par l'entremise de cette Déclaration, les partenaires se sont engagés à collaborer pour promouvoir les principes de la sécurité culturelle et de l'humilité au sein du système de soins de santé en C.-B.
- Également en **C.-B.**, un protocole d'entente tripartite a été signé entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial et le Conseil de la santé des Premières Nations en C.-B. en 2018 concernant les nouvelles approches souples de financement qui appuieront

	<p>les Premières Nations lors de la planification, de la conception et de la prestation d'un continuum de services communautaires de santé mentale et de mieux-être.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• SAC a appuyé la Thunderbird Partnership Foundation lors de l'élaboration de deux <b>modèles de prestation de services des Premières Nations</b>, à savoir : Land for Healing (la terre pour la guérison); et Crisis Planning, Prevention, Response and Recovery (Planification, prévention, intervention et rétablissement en cas de crise)—à l'intention des collectivités dans la planification communautaire.</li> </ul> <p>Des protocoles d'entente à l'appui d'une transformation du système et un mouvement envers un meilleur contrôle des services de santé par les Premières Nations ont été avancés en Ontario, au Québec, en Saskatchewan et au Manitoba.</p> <p><b>Initiatives régionales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• SAC collabore avec les Premières Nations des Maritimes pour examiner la meilleure façon d'effectuer la transition des programmes d'aide au revenu pour tenir compte à la fois des besoins des Premières Nations et de la politique du gouvernement. Le ministère a travaillé avec les dirigeants des Premières Nations et a signé des mandats séparés avec les chefs du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, et de l'Île-du-Prince-Édouard à l'appui de la mise en œuvre d'une recherche menée par les Premières Nations sur une comparaison entre les programmes d'aide au revenu provinciaux et dans les réserves. À la lumière des résultats de cette recherche, les chefs de la <b>Nouvelle-Écosse</b> et du <b>Nouveau-Brunswick</b> ont exprimé leur intérêt à poursuivre des négociations pour l'autodétermination dans le domaine de l'aide au revenu; alors que les deux chefs à l'<b>Île-du-Prince-Édouard</b> ont élaboré une politique d'aide au revenu des Premières Nations qui est entrée en vigueur au sein des collectivités le 1<sup>er</sup> avril 2019.</li> <li>• Au Québec, SAC a travaillé avec la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) au renouvellement du modèle de la planification pour les Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations (SEFPN). Les Premières Nations ont désormais une autonomie totale en ce qui concerne leurs processus d'élaboration et d'approbation.</li> <li>• En Ontario, 16 collectivités sont reliées au réseau électrique provincial grâce à un investissement fédéral de 1,6 milliard de dollars dans le projet de transmission de la Wataynikaneyap Power. La région de l'Ontario continue d'engager d'autres collectivités des Premières Nations dépendantes du diesel à rechercher des solutions avec l'électricité qui correspondent à leurs besoins et à leurs priorités.</li> <li>• Au Manitoba, un projet pilote pour tenter des paiements numériques découlant d'un traité (les paiements « en direct ») dans les collectivités des Premières Nations avec succès a amélioré la durée de la prestation des paiements et leur exactitude, et les membres aux traités pouvaient recueillir leurs paiements dans n'importe quelle collectivité, au lieu de devoir se déplacer vers leur collectivité d'origine. Les commentaires reçus des Premières Nations étaient positifs, et l'initiative s'étendra vers d'autres régions.</li> <li>• En Alberta, des accords régionaux sur l'éducation avec l'autorité scolaire du Conseil de la tribu Kee Tas Kee Now (ASCTK) et la Première Nation Suncild ont marqué une étape</li> </ul>	
--	--	--

	<p>importante envers le contrôle de l'éducation des Premières Nations par les Premières Nations. Les accords, qui étaient les premiers de leur genre au Canada, reconnaissent le droit des peuples des Premières Nations de prendre des décisions en matière d'éducation qui ont une incidence sur leurs étudiants, de contrôler leurs propres établissements d'enseignement, et de répondre aux besoins, aux expériences, aux croyances et aux valeurs uniques des étudiants des Premières Nations.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• En Colombie-Britannique, 46 Premières Nations sont passées à une subvention de 10 ans pour les programmes principaux de SAC à compter du 1er avril 2019 à l'appui de la nouvelle relation financière. De même, trois protocoles d'entente (PE) tripartites ont été signés au cours de la dernière année avec les Tribus de la Shuswap, de Wet'suwet'en et de Cowichan. Le PE engage les parties à travailler en partenariat pour favoriser la réalisation du souhait des nations d'exercer une compétence sur leurs services à l'enfance et à la famille.</li> <li>• SAC a conclu un protocole d'entente tripartite sur les Services de la gestion des urgences avec le Conseil des dirigeants des Premières Nations et le gouvernement de la Colombie-Britannique. L'objectif est de s'assurer que les Premières Nations sont reconnues à titre de partenaires à part entière à la fois dans la gouvernance et les opérations de la gestion des urgences.</li> </ul>	
<p><b>2. Priorités :</b> Expliquez brièvement ce que votre organisation considère comme ses principales priorités et initiatives au cours des prochains 12 à 36 mois.</p>	<p><b>Services à l'enfance et à la famille</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Travailler avec des partenaires afin d'assurer une transition et une mise en œuvre sans heurts du projet de loi C-92, la <i>Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis</i>. La mise en œuvre de la <i>Loi</i> comprendra des discussions avec des partenaires autochtones, provinciaux et territoriaux sur des questions telles que l'établissement de structures de gouvernance de transition fondées sur les distinctions, le renforcement de la capacité, les exigences en matière de financement et les accords tripartites de coordination.</li> <li>• Poursuivre les progrès sur les points d'action pour traiter la surreprésentation des enfants et de jeunes autochtones pris en charge au Canada et la réforme des services aux enfants et aux familles autochtones auxquels le gouvernement fédéral s'était engagé lors de la réunion d'urgence en janvier 2018 sur les services aux enfants et aux familles autochtones avec les partenaires autochtones, les représentants provinciaux et territoriaux, les jeunes (y compris les jeunes avec une expérience vécue), les experts et les défenseurs des droits des enfants.</li> </ul> <p><b>Éducation et développement social</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Travailler en continu avec les partenaires des Premières Nations au niveau régional à l'appui de l'élaboration et de la négociation d'accords d'éducation régionaux qui répondent aux objectifs et aux priorités en matière d'éducation établis par les Premières Nations. La négociation de 27 accords est en cours.</li> <li>• Appuyer les efforts de l'Inuit Tapiriit Kanatami et du Ralliement national des Métisses en ce qui concerne la mise en œuvre de leurs stratégies portant sur l'enseignement postsecondaire.</li> </ul>	



- Appuyer un processus d'engagement dirigé par les Premières Nations pour éclairer les améliorations au programme d'aide au revenu.
- Participer avec les partenaires autochtones et d'autres intervenants à l'élaboration d'un continuum de soins de longue durée avec un accent mis sur le traitement des déterminants sociaux de la santé. Ce travail doit examiner le rapport du Comité permanent de la Chambre des communes sur les Affaires autochtones et du Nord publié en décembre 2018.

#### **Santé des Premières Nations et des Inuits**

- Un nouveau système de Services des renseignements et de traitement des demandes de paiement pour les services de santé sera lancé au printemps de 2020. Ce système national de traitement de demandes reflétera une série d'améliorations aux services, y compris le traitement de demandes pour deux nouveaux domaines de prestations (les soins de la vue et le counseling en matière de santé mentale) par l'entremise du système du SRTDPSS. Un portail en ligne pour les clients sera également offert. Le nouveau système comprendra également un identifiant du genre non binaire, conformément à l'orientation stratégique fédérale pour moderniser les pratiques en matière d'information sur le sexe et le genre.

#### **Terres et développement économique**

- Remplacer le Système national de suivi des ajouts aux réserves par un outil de gestion de projet qui peut appuyer un transfert futur à une institution autochtone.
- Travailler avec des partenaires autochtones en vue de moderniser les politiques sur la terre et des ajouts aux réserves de façon à mieux tenir compte des besoins des Premières Nations.
- Continuer de mettre en œuvre les investissements du Budget de 2018 dans la gestion des terres des Premières Nations, y compris le financement pour le renforcement des capacités et pour permettre à 50 nouvelles Premières Nations au cours de cinq ans d'y participer.
- En partenariat avec le Comité consultatif national sur les biens immobiliers matrimoniaux et le Centre d'excellence sur les biens immobiliers matrimoniaux, travailler à modifier le modèle de prestation de services pour continuer d'appuyer la *Loi sur les foyers familiaux situés dans les réserves et les droits ou intérêts matrimoniaux*.

#### **Certificat sécurisé de statut d'Indien et affaires individuelles**

- S'appuyer sur l'application photo mobile pour créer un processus complet en ligne pour les demandes du Certificat sécurisé de statut indien.
- Adopter des solutions administratives et numériques en vue d'améliorer le service à la clientèle et la conformité aux normes de service en ce qui concerne l'inscription en vertu de la *Loi sur les Indiens*, la délivrance d'un CSSI, et l'administration de la succession
- Prendre des mesures actives en vue d'augmenter le contrôle des Premières Nations de l'administration des services aux personnes y compris par l'entremise d'accords de service avec un tiers.

#### **Gestion des urgences**

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre à jour les ententes de service sur la gestion des urgences avec les provinces et les territoires en vue d'intégrer les Premières Nations à titre de partenaires égaux afin de s'assurer que la prestation des services est fondée sur leur direction, leurs besoins et leurs aspirations.</li> <li>• La mise en œuvre continue de la politique nationale <i>Reconstruire en mieux à l'appui</i> du développement de la résilience de la collectivité, afin de réduire la durée de l'évacuation et de réduire les conséquences négatives découlant des situations d'urgence ou des évacuations d'urgence.</li> </ul> <p><b>Gestion stratégique de l'eau</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaborer conjointement une stratégie à long terme en ce qui concerne l'eau et les eaux usées dans les réserves. Cette stratégie doit déterminer les étapes pour avancer le transfert total des soins et du contrôle des services de financement de l'infrastructure de l'eau et des eaux usées aux Premières Nations.</li> <li>• Éliminer les avis de longue durée concernant la qualité de l'eau potable (ALGQEP); au cours des 12 prochains mois, il est prévu que 26 ALGQEP soient levés, réduisant ainsi le nombre d'ALGQEP sur les systèmes publics dans les réserves de 56 à 30.</li> </ul> <p><b>Nouvelle relation financière</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• À mesure que davantage de Premières Nations travaillent à être qualifiées pour la subvention de 10 ans, SAC travaillera avec les partenaires au développement conjoint des Premières Nations pour continuer de renforcer la subvention de 10 ans, y compris en offrant une augmentation des fonds à compter de 2020-2021 pour tenir compte de l'inflation et de la croissance de la population, et en élaborant des mécanismes de collaboration et de soutien à la capacité plus efficaces pour appuyer la gestion des relations fiscales en vertu du financement de la subvention.</li> </ul> <p><b>Infrastructure communautaire</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaborer conjointement et établir des modèles institutionnels d'infrastructure dirigés par les Premières Nations pour l'exécution de programmes d'infrastructure afin d'améliorer l'infrastructure physique essentielle pour les collectivités autochtones.</li> <li>• Terminer l'engagement pour le Bureau du commissaire autochtone aux incendies, et élaborer un modèle de gouvernance, un mandat et un cadre organisationnel pour l'établissement.</li> <li>• Finaliser la stratégie sur le logement des Premières Nations et le plan de la mise en œuvre et renforcer la réforme du programme sur le logement du gouvernement fédéral pendant la transition vers la responsabilité, le contrôle et la gestion par les Premières Nations des programmes et services du logement.</li> </ul>	
<p><b>3. <u>Présentation/échange</u> :</b> Existe-t-il des ressources dans votre administration telles que des applications, des processus, entre autres, que d'autres compétences</p>	<p><b>Affaires individuelles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'application photo mobile qui prend une photo passeport de qualité gratuitement à n'importe quel endroit est pertinente pour d'autres organisations qui émettent des documents d'identité.</li> </ul> <p><b>Nouvelle relation financière</b></p>	



<p>pourraient avoir intérêt à appliquer ou à mettre en œuvre dans leur propre administration? (Ces renseignements aideront à la planification de l'ordre du jour des prochaines réunions.)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'introduction de la subvention de 10 ans était appuyée par une élaboration conjointe de grande envergure, mettant en cause à la fois l'Assemblée des Premières Nations et le Conseil de gestion financière des Premières Nations, puisque les critères d'admissibilité pour la Subvention sont dérivés des normes du Conseil de gestion financière. L'élaboration conjointe éclairait non seulement l'élaboration de la politique, mais également des éléments d'exploitation, y compris le modèle de l'entente de financement de la subvention.</li> </ul> <p><b>Prestation de l'infrastructure régionale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La carte interactive en ligne du ministère et les pages Web de l'infrastructure indiquant les investissements communautaires en matière d'infrastructure mettent en évidence environ 4 000 projets, fournissant des détails sur la description des projets, les populations qui en bénéficient, des photos, les dépenses des projets achevés (<a href="https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1526995988708/1526996020578">https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1526995988708/1526996020578</a>).</li> </ul> <p><b>Gestion des urgences</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un processus de demande simplifié pour un programme de financement pour l'atténuation non structurelle et la préparation, qui donne lieu à une plus grande flexibilité et un nombre accru de partenaires.</li> </ul> <p><b>Mécanismes de financement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le nouveau modèle d'entente de financement globale appuie l'inclusion des ministères fédéraux, avec une possibilité d'une seule entente de financement entre une Première Nation et le gouvernement du Canada. Parmi les nombreuses approches en matière de financement dans le modèle, la subvention de 10 ans constitue également une occasion pour d'autres ministères d'offrir aux collectivités une plus grande flexibilité pour traiter les priorités et les pressions annuelles.</li> </ul> <p><b>Initiatives régionales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• En <b>Saskatchewan</b>, les Premières Nations qui participent à la planification communautaire globale ont élaboré et fourni des rapports de mise à jour sur les mesures importantes à l'aide d'un tableau de bord en ligne (<a href="http://www.SKFN.ca">www.SKFN.ca</a>). <a href="http://www.SKFN.ca">www.SKFN.ca</a> Ce modèle s'est avéré être un outil avantageux pour l'établissement de rapports pour permettre à une douzaine de Premières Nations de modéliser leurs propres tableaux de bord pour mesurer et rendre des rapports sur les mesures de réussite importantes pour leurs collectivités.</li> <li>• En <b>Alberta</b>, le Groupe de consultation sur les services techniques des Premières Nations (GCST) est un organisme à but non lucratif des Premières Nations qui fournit un appui et une formation techniques aux Premières Nations de l'Alberta dans les régions des traités nos 6, 7 et 8. À l'appui de la garde et du contrôle de l'infrastructure communautaire par les Premières Nations, la région de l'Alberta discute actuellement avec le GCST en ce qui concerne une exécution durable du programme de l'infrastructure par une organisation des Premières Nations.</li> <li>• En <b>Colombie-Britannique</b>, le Secrétariat de la fonction publique des Premières Nations (SFPPN), le Sommet des Premières Nations (SPN) et Conseil fédéral de la Colombie-</li> </ul>	
--	--	--

	<p>Britannique (CFCB), dont SAC est membre, ont signé un protocole d'entente (PE) en juin 2019 afin de formaliser leur engagement à collaborer pour renforcer le développement de la fonction publique pour les collectivités des Premières Nations de la C.-B. et les représentants des ministères fédéraux au moyen d'un échange horizontal d'outils et d'expérience qui permettra un apprentissage réciproque important. Le SFPPN, le SPN et le CFCB ont l'intention de créer une liste regroupée de programmes du GC à distribuer aux administrateurs des bandes des Premières Nations en C.-B., lancer un programme pilote d'échanges entre les ministères fédéraux régionaux et les collectivités et les organisations des Premières Nations, et appuyer les possibilités de stages pour les Autochtones au gouvernement fédéral et dans les administrations des Premières Nations.</p>	
<p><b>4. Enjeux et besoins :</b> Décrivez brièvement les enjeux liés à la prestation de services que vous aimeriez présenter au Conseil et l'aide que vous pourriez demander au CPSSP.</p>	<p>Avec un mandat à long terme prévu par la loi à l'appui de l'autodétermination des Premières Nations de sorte qu'ils soient en mesure d'élaborer et d'offrir leurs propres services de haute qualité pour appuyer des bons résultats sociaux, économiques et de santé, SAC doit prendre en considération la gamme de modèles de prestation de services qui sont en place à l'appui de la prestation de services aux peuples autochtones. Voici quelques exemples des difficultés habituelles pour la prestation de services de qualité et l'avancement vers une approche dirigée par les Autochtones :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'éloignement constitue une difficulté précise pour SAC, étant donné que certaines régions ont un nombre important de collectivités qui ne sont pas reliées aux réseaux d'électricité locaux, et s'appuient sur des générateurs de courant diesel à coût élevé, ce qui a des répercussions sur la qualité et l'accessibilité des services et le coût de l'infrastructure est généralement plus élevé que dans les collectivités qui ne sont pas éloignées. SAC demande un soutien et la collaboration, dans la mesure du possible, des administrations du CDPISP, afin d'augmenter la connectivité et d'améliorer l'infrastructure dans les collectivités éloignées.</li> <li>• Une augmentation du nombre d'ententes et d'initiatives de partage des données avec les statistiques de l'état civil provincial pourrait faciliter ou améliorer l'accès à l'information et aux documents nécessaires pour inscrire les personnes en vertu de la <i>Loi sur les Indiens</i>.</li> <li>• L'échange des pratiques exemplaires concernant l'utilisation des algorithmes et de l'intelligence artificielle afin d'améliorer la durée du traitement, créer des efficacités opérationnelles pour les services.</li> <li>• À mesure que nous passons aux options de politiques et d'établissement de priorités élaborées conjointement, SAC devra avancer à un rythme déterminé par les partenaires, puisqu'il est nécessaire de demander l'avis des membres de la collectivité, des particuliers, des organisations autochtones et des institutions autochtones.</li> <li>• Le travail en collaboration pour régler les problèmes liés aux obstacles aux services géographiques (p. ex., dans les réserves et hors réserves) et en ce qui concerne les compétences contribuera à améliorer l'expérience client pour les peuples autochtones dans l'ensemble du Canada. Par exemple, la collaboration entre les administrations en vue de : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Faciliter l'attestation et la certification des établissements de soins de longue durée dans les réserves afin de s'assurer de la sécurité et de l'équité en matière de qualité des soins.</li> </ul> </li> </ul>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Appuyer les établissements des soins de longue durée dans les réserves en facilitant leur accès aux services au niveau du système et aux appuis offerts dans les établissements provinciaux et territoriaux.</li> <li>○ Explorer des façons d'améliorer la pertinence culturelle des soins de longue durée hors réserve</li> </ul>	
--	---	--